

Transcription – Vers une démographie des crises et de la résilience

En ligne (Zoom), mardi 3 mars 2026

La transcription ci-dessous est une traduction de la [transcription originale du webinaire](#) qui s'est tenu en anglais. Les présentations PowerPoint et la vidéo complète du webinaire peuvent être consultées [ici](#).

Mary Ellen Zuppan, Directrice exécutive de l'UIESP : Bienvenue à ce webinaire de l'UIESP intitulé « Vers une démographie des crises et de la résilience », qui est basé sur une séance plénière organisée par le Conseil de l'UIESP pour le Congrès international de la population à Brisbane, en Australie, en juillet dernier. Cette séance du Congrès a très appréciée par les congressistes et a donné lieu à une discussion animée, et nous avons estimé qu'il serait utile de la proposer à nouveau sous forme de webinaire pour toutes celles et ceux qui n'avaient pas pu assister au Congrès de Brisbane.

Avant de présenter les intervenant·es, je souhaite rappeler à tout le monde d'adresser ses questions aux intervenants via la fonction Q&R qui se trouve en bas de votre écran. Les questions seront lues aux intervenant·es par Nico van Nimwegen après l'ensemble des présentations.

Je cède maintenant la parole au modérateur et à l'un des organisateurs de la table ronde, Jalal Abbasi-Shavazi. Jalal a siégé dans deux Conseils de l'UIESP (2018-2021 et 2022-2025). Il a été membre du Comité de l'UIESP sur la démographie des réfugiés et des migrations forcées et, en 2011, il a reçu le Prix des Nations Unies pour la population. Ancien professeur de démographie à l'Université de Téhéran, il est actuellement Fellow du Vienna Institute of Demography et chercheur invité à l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA).

Jalal Abbasi-Shavazi : Merci. Bonjour, bon après-midi et bonsoir aux collègues qui nous rejoignent depuis différentes régions du monde.

Merci Mary Ellen pour cette introduction et pour avoir relancé la série de webinaires de l'UIESP.

Avant de commencer, permettez-moi de souligner que nous nous réunissons à un moment où la violence et les conflits affectent des collègues et des communautés dans plusieurs régions du monde. Nos pensées vont à toutes celles et ceux qui vivent actuellement dans l'insécurité et le deuil. À bien des égards, cela rend notre discussion d'aujourd'hui à la fois particulièrement opportune et nécessaire.

C'est un grand plaisir pour moi de modérer cette séance et de vous accueillir à ce webinaire. Nous avons un excellent programme. Le titre de la discussion d'aujourd'hui,

« Vers une démographie des crises et de la résilience », suggère un mouvement. Il indique que la démographie doit traiter les crises en tant que conditions structurelles du changement démographique, plutôt que de les considérer comme des perturbations temporaires.

Les crises ont longtemps façonné l'histoire démographique. Ce qui distingue notre époque, ce n'est pas leur existence, mais leur simultanété, leurs interconnexions et leurs persistance. Le changement climatique, les conflits armés, les pandémies, ainsi que l'instabilité économique et politique constituent de plus en plus le cadre structurel dans lequel évoluent la fécondité, la mortalité, les migrations et les dynamiques familiales.

Cela soulève une question fondamentale. Nos outils conceptuels et nos systèmes de données sont-ils suffisamment adaptés à un monde dans lequel l'instabilité est récurrente plutôt qu'exceptionnelle ?

Le Panel d'aujourd'hui réunit des spécialistes de premier plan dans ces différents domaines de crise. Notre objectif n'est pas d'examiner chaque choc isolément, mais d'explorer comment une approche plus intégrée et attentive aux crises peut renforcer l'analyse démographique dans différents contextes. Nous commencerons par de brèves présentations de chaque intervenant, qui seront suivies d'une discussion structurée, puis d'une discussion ouverte aux questions des participants, qui sera modérée par notre collègue Nico van Nimwegen.

Notre premier intervenant est Roman Hoffmann, chercheur à IIASA et au Wittgenstein Centre à Vienne. Ses travaux portent sur l'interface entre le stress environnemental et les dynamiques démographiques.

Roman Hoffmann : Merci beaucoup Jalal pour cette introduction, et merci également à tous les organisateurs de cette séance, particulièrement opportune. Dans cette brève intervention, je souhaiterais parler de l'un des défis les plus pressants de notre époque, à savoir la crise climatique et ses implications pour les populations. Un message clé que je voudrais souligner est que les questions sociales et les inégalités structurelles façonnent largement l'ampleur de la crise climatique, et que cette crise est en réalité profondément une crise sociale. Reconnaître et traiter ces dimensions sociales est essentiel pour construire une résilience inclusive, juste et durable.

Aujourd'hui déjà, le changement climatique affecte de larges parts de la population mondiale, notamment à travers l'augmentation des températures, la montée du niveau des mers, et la fréquence et l'intensité croissantes des événements météorologiques extrêmes. Dans un rapport récent, la Banque mondiale estime que 1,8 milliard de personnes, soit un

cinquième de la population mondiale actuelle, sont exposées à des risques climatiques accrus.

Comme le montre la carte, ces risques sont véritablement mondiaux et concernent toutes les régions du monde. Cependant, il existe de grandes différences dans la manière dont les populations sont affectées. Il ne s'agit pas uniquement de la survenue des événements et des aléas, mais bien des populations, de leur exposition et de leur vulnérabilité face à ces événements dangereux.

Pour les populations vulnérables, les aléas climatiques peuvent avoir des conséquences majeures et parfois existentielles, en menaçant les moyens de subsistance, la santé, le patrimoine culturel et le bien-être global. Cela se reflète également dans les chiffres. Sur la période allant de 2015 à 2024 seulement, les catastrophes environnementales ont causé des dommages dans le monde s'élevant à plus de 2 000 milliards de dollars américains. Elles ont entraîné près de 265 millions de déplacements forcés et ont causé la mort de plus de 230 000 personnes, selon la base de données MDOTS sur les catastrophes et l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC). Ces chiffres impressionnants illustrent la gravité et l'ampleur des défis auxquels nous serons confrontés à mesure que la crise climatique se développe.

Ce qui fait en définitive du changement climatique une crise mondiale, c'est l'imprévisibilité croissante et le caractère difficilement contrôlable de ses différents impacts. Ces dernières années, nous avons observé une accélération et une intensification des événements climatiques à l'échelle mondiale, certains n'ayant aucun équivalent dans l'histoire humaine documentée. Et c'est souvent cette fréquence accrue des événements, ainsi que la succession de plusieurs événements sur une courte période, qui exerce une pression particulière sur les populations touchées.

Mais il est important de souligner que ce n'est pas l'environnement seul qui est à l'origine de la crise que nous observons aujourd'hui. Et c'est un point que je souhaite particulièrement mettre en avant dans mon intervention. La crise climatique est en réalité profondément enracinée dans des problèmes sociaux existants et dans des défis liés aux inégalités et aux privations, qui déterminent qui est exposé à un aléa et qui est vulnérable à ses impacts.

À cet égard, le terme de crise climatique peut être trompeur, car il suggère que les causes profondes de la crise résident uniquement dans les changements climatiques, alors qu'elles sont également liées à des conditions socioéconomiques sous-jacentes et à des injustices structurelles. Ces facteurs font que ce sont souvent ceux qui ont le moins contribué à la crise qui en subissent le plus les conséquences, notamment les communautés marginalisées et, bien sûr, les générations futures.

En tant que démographes et spécialistes de la population, nous avons un rôle important à jouer pour éclairer les politiques publiques et renforcer la résilience, notamment grâce à des données rigoureuses et à des recherches sur ce sujet, mais aussi en mettant en évidence ces dimensions sociales complexes qui partant du changement climatique et de ses impacts font la crise à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. Notre recherche est essentielle, car les populations humaines et les processus de changement démographique sont véritablement au cœur de la compréhension du changement climatique.

Je voudrais illustrer cela à l'aide d'un schéma tiré d'un article que nous avons publié en 2024 dans un numéro spécial du *Vienna Yearbook of Population Research* consacré à la population et au changement climatique. D'un côté, les populations sont, comme nous le savons tous, le principal moteur du changement climatique d'origine anthropique à travers nos émissions, comme cela est représenté sur la partie gauche du graphique. Bien sûr, toutes les populations et tous les groupes de population n'ont pas contribué de la même manière à la crise climatique.

Dans ce contexte, il est important de souligner les différences majeures de responsabilité entre les pays et entre les niveaux de richesse. Dans une étude d'attribution récente que nous avons publiée l'année dernière dans *Nature Climate Change*, mes collègues et moi avons estimé que les deux tiers du réchauffement mondial sont imputables aux 10 % les plus riches de la population mondiale, dont la majorité vit dans les pays du Nord global. De même, en ce qui concerne les impacts du changement climatique, qui sont représentés à droite du graphique en orange, nous observons d'importantes inégalités, liées à des niveaux différenciés de vulnérabilité et d'exposition. Ces différences existent à la fois entre les pays et au sein des pays, et elles sont influencées par des caractéristiques démographiques telles que l'âge, le sexe, l'état de santé, le niveau d'éducation et le statut social des ménages.

Les impacts du changement climatique ne sont pas seulement influencés par les caractéristiques des populations. Ils affectent également les résultats et les processus démographiques, notamment à travers leurs effets sur la mortalité et la morbidité, la fécondité et la santé reproductive, ainsi que les migrations.

Nos recherches à IIASA montrent que ces effets peuvent avoir des conséquences durables. Nous utilisons fréquemment des méthodes de projection et de prévision, qui constituent des outils puissants pour comprendre les implications futures du changement climatique sur les populations. J'ai ici un exemple tiré d'un travail que nous avons réalisé en collaboration avec l'Unicef il y a deux ans, dans lequel nous avons projeté les conditions

auxquelles les enfants seront confrontés et les défis qu'ils pourraient rencontrer au cours de leur vie.

Nous avons estimé que d'ici 2050, l'exposition des enfants aux aléas climatiques augmentera inéluctablement de manière très importante selon les différents scénarios climatiques. Cela met en évidence l'urgence de la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui et constitue un appel clair à l'action.

Une grande partie de mes travaux ces dernières années a porté sur le rôle du changement climatique dans les migrations, et plus largement dans la mobilité et l'immobilité humaines. Ce domaine est particulièrement pertinent pour illustrer le rôle des facteurs sociaux dans les dynamiques démographiques. Dans le contexte du changement climatique, il ne s'agit pas de relations simples et directes. Les effets sont profondément façonnés par des conditions sociales qui déterminent ce qu'une personne peut faire pour faire face au stress climatique.

Enfin, pour conclure et en lien avec le thème général de cette séance, je voudrais souligner le rôle des risques supplémentaires et des crises interconnectées, qui peuvent amplifier les effets des aléas climatiques. Bien sûr, le changement climatique est une force majeure qui influence les dynamiques de population, mais il agit rarement seul. D'autres crises mondiales ou locales, telles que les conflits, les chocs économiques ou les pandémies, peuvent interagir avec les aléas climatiques et créer des risques combinés qui amplifient les impacts.

Certaines de nos recherches en cours à IIASA traitent précisément de ces interactions. Par exemple, dans une étude récente, nous avons analysé l'interaction entre les risques de sécheresse, en tant que risque climatique, et la survenue de conflits violents, ainsi que leur influence conjointe sur les décisions migratoires.

Vous pouvez voir certains résultats sur la carte présentée, où les zones en violet indiquent les régions du monde où les risques de conflit et de sécheresse se sont superposés au cours de la dernière décennie. Nos résultats montrent que c'est véritablement cette co-occurrence des facteurs de stress, plutôt que la survenue d'événements isolés, qui influence fortement les populations et les migrations à l'échelle mondiale. En définitive, c'est cette multiplicité et cette interconnexion des crises, comme celles que nous abordons aujourd'hui, qui représentent les défis les plus importants pour les populations et leur résilience. Il est donc essentiel pour nous, chercheur·es, de prendre en compte ces interconnexions et les injustices profondes qui caractérisent ces crises afin de mieux y répondre.

Je m'arrête ici et je vous remercie pour votre attention.

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci Roman. Si le changement climatique affecte les populations de manière progressive, les conflits, eux, les impactent souvent de façon brutale et violente. Notre prochaine intervenante est Orsola Torrasi, professeure adjointe à l'Université McGill au Canada. Ses recherches portent sur les conséquences démographiques des conflits armés, notamment la mortalité, les inégalités de durée de vie, la mobilité et les effets intergénérationnels.

Orsola Torrasi : Merci Jalal. Merci également à l'UIESP pour avoir rendu cela possible, et merci à vous tous d'être présents.

Comme nous le constatons actuellement, en temps réel, avec les massacres de civils à grande échelle de Gaza à l'Ukraine, en passant par l'Iran, le Myanmar, le Soudan et le Yémen, ainsi que l'escalade plus large des tensions et de la violence dans de nombreuses régions du monde, y compris sur le continent américain, facilitée par le soutien de l'administration Trump et de ses alliés, parler aujourd'hui de guerre et de violence est tout sauf abstrait. En même temps, le faire dans le cadre d'un webinaire, dans ces conditions, peut sembler un peu irréel, voire insuffisant, mais voilà où nous en sommes.

Je voudrais profiter de cette occasion pour nous inviter à réfléchir à ce que nous, en tant que démographes, avons fait jusqu'à présent pour comprendre la démographie des conflits et des crises. Les atrocités liées à la guerre et aux conflits ne sont pas des phénomènes que les démographes peuvent ignorer ; elles ne sont pas périphériques à notre discipline, et elles devraient être intégrées dans une réflexion plus large sur les crises.

Nous sommes à un moment où davantage de travaux sur les conséquences démographiques des conflits et des guerres, en particulier sur leurs effets à long terme et indirects, sont absolument nécessaires.

Permettez-moi de commencer par une évidence : la guerre tue. Elle cause des dommages directs. Il suffit de regarder cette photo de Khan Younès, une ville du sud de Gaza, où les forces israéliennes ont demandé aux habitants de se rendre pour échapper aux bombardements dans le nord de la bande. Nous n'avons pas besoin d'être démographes pour savoir que la guerre tue et fait souffrir.

Mais la guerre et la violence affectent également les individus et les communautés de manière moins directe et moins visible, sur les plans physique, psychologique et économique, et pas seulement sur le moment, mais aussi dans le temps et à travers les générations.

En ce qui concerne notre discipline, je pense que nous, démographes, avons relativement bien étudié et documenté les conséquences immédiates et directes de la guerre et de la

violence, notamment leurs impacts sur la mortalité, la santé et surtout les migrations. Par exemple, en matière de mortalité, nous avons généralement produit d'excellents travaux pour quantifier les effets sur l'espérance de vie.

Voici un exemple récent d'analyse réalisée par des démographes et leurs collègues, qui, à l'aide d'analyses démographiques simples et directes, ont documenté la réduction dramatique de l'espérance de vie à la naissance, avec une perte de plus de 30 ans à Gaza au cours de la première année de l'invasion israélienne. Ce sont le type de statistiques qui font les gros titres et qui illustrent clairement comment les démographes peuvent attirer l'attention mondiale sur les effets de la violence sur la santé, fournir des preuves pour des procédures judiciaires internationales et contribuer aux efforts de justice transitionnelle.

Mais les démographes sont également allés au-delà de ces indicateurs plus connus de santé et de mortalité, en montrant que vivre dans un contexte de violence chronique rend la durée de vie plus imprévisible et plus inégale. Les travaux que nous avons menés avec des collègues dans différentes institutions montrent que les personnes vivant dans des contextes violents ne subissent pas seulement davantage de décès et des vies plus courtes, mais aussi une plus grande inégalité dans la durée de vie.

Cela signifie, en substance, que la violence est un moteur central de l'une des inégalités les plus fondamentales qui existent, à savoir l'inégalité de durée de vie. Toutes les autres formes d'inégalités sociales qui nous intéressent en tant que démographes sont profondément conditionnées par le fait d'être en vie.

Une autre contribution importante des démographes travaillant sur les conflits et la violence est l'utilisation innovante de nouvelles sources de données. Nous avons observé un recours accru aux données issues des traces numériques, des réseaux sociaux et des téléphones mobiles pour suivre, par exemple, les mouvements de population quasiment en temps réel et pour utiliser ces informations afin de soutenir les opérations humanitaires sur le terrain.

Par exemple, la combinaison de données publicitaires issues des réseaux sociaux avec des données de population antérieures au conflit a permis aux chercheurs de suivre les évolutions de population à l'échelle infranationale pendant l'invasion russe de l'Ukraine, et d'apporter un soutien aux interventions sur le terrain. Lorsqu'elles sont utilisées de manière rigoureuse et éthique, ces données peuvent fournir des informations précieuses et exploitables dans des contextes en évolution rapide.

Dans le même temps, il reste encore beaucoup à faire en matière de recherche démographique dans les contextes de conflits armés, car nous avons été, de manière générale, moins attentifs aux conséquences indirectes et à long terme de la violence. Cela

s'explique en partie par le fait que ces effets sont plus difficiles à mesurer, mais aussi parce qu'ils sont moins visibles au début d'un épisode de violence.

Par exemple, nous savons encore relativement peu de choses sur la manière dont la guerre et la violence influencent les trajectoires de fécondité, les préférences et les désirs en matière de reproduction, ainsi que la santé reproductive plus largement, y compris l'accès aux services et la demande de soins.

Nous savons peu de choses sur la manière dont la violence affecte les structures familiales au fil du temps, notamment les conséquences des pertes de proches et du deuil pour le bien-être des populations, ainsi que leur contribution à la mémoire collective de la violence, qui à son tour peut influencer la cohésion sociale, l'identité et la manière dont les générations suivantes vivent et réagissent au traumatisme.

Nous savons peu de choses sur l'interaction entre l'exposition aux facteurs de stress liés à la guerre, en particulier au début de la vie, et le processus de vieillissement accéléré observé dans les pays ayant connu des conflits.

Nous rencontrons encore des difficultés à saisir les dynamiques de mobilité, mais aussi d'immobilité, et à comprendre qui peut partir, qui est contraint de rester et avec quelles conséquences.

Et, par conséquent, cela signifie que nous en savons beaucoup moins sur certains groupes particulièrement vulnérables, notamment les femmes et les filles, les populations âgées et les générations futures.

Je voudrais insister sur deux points, en particulier dans ce séminaire. Il est important de comprendre que les conflits constituent un type particulier de crise, mais que la violence armée ne se produit pas de manière isolée. Elle s'inscrit dans des interactions avec d'autres pressions, notamment le changement climatique, les épidémies, les chocs économiques et les inégalités structurelles. Il est donc extrêmement important que nous commençons à les considérer comme des transformations systémiques, et que nous réfléchissions non seulement aux effets immédiats, mais aussi aux implications à long terme et indirectes de l'exposition à des incertitudes et à des crises multiples, ce que l'on pourrait appeler une « polycrise ».

Deuxièmement, je souhaite souligner que l'éthique et des pratiques de recherche responsables doivent être une priorité, en particulier lorsque nous menons des recherches dans des contextes de violence. Nous devons être particulièrement attentifs à la sécurité, à la protection des données et à la dignité des participants.

Il est également important de renforcer le soutien institutionnel aux chercheurs, car ce type de travail est souvent émotionnellement exigeant et parfois dangereux.

Enfin, je souhaite souligner la nécessité d'une plus grande transparence concernant les données, leurs limites et les conditions dans lesquelles la recherche démographique est menée dans des contextes de conflit.

Une grande partie de la population mondiale vit aujourd'hui dans des zones affectées par des conflits, et beaucoup d'autres en subiront les conséquences indirectes. Si la démographie veut rester pertinente, nous devons mieux documenter ces réalités, en particulier leurs effets à long terme et indirects.

La violence et la guerre ne sont pas des sujets marginaux, et elles doivent être prises en compte au même titre que les autres crises auxquelles les populations sont confrontées. Toutes ces crises sont au cœur de la manière dont les populations vivent, évoluent et survivent.

Merci beaucoup.

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci Orsola de nous rappeler notre responsabilité de prendre en compte les effets que la violence et les conflits ont sur la vie des populations. Alors que les conflits armés redéfinissent les réalités démographiques à travers la violence et les déplacements, les crises sanitaires révèlent comment la vulnérabilité s'exprime à travers des mécanismes biologiques et sociaux.

Natalie Nitsche est professeure associée de démographie à l'Australian National University, à Canberra. Ses travaux portent sur la manière dont les pandémies transforment la fécondité, les pratiques de soins et les comportements en matière de santé.

Natalie Nitsche

Merci beaucoup Jalal. Oui, les deux premiers intervenants ont abordé des sujets extrêmement pertinents aujourd'hui, alors que nous nous réunissons pour parler du changement climatique et des guerres, et en passant maintenant aux pandémies et aux crises sanitaires, je suppose que beaucoup d'entre nous en ont eu leur dose de la pandémie de COVID-19 et préféreraient passer à d'autres sujets. Cependant, la pandémie de COVID-19 a non seulement eu un impact profond sur les sociétés et perturbé les processus démographiques, mais elle nous a également rappelé que les pandémies et les crises sanitaires font partie intégrante de l'expérience humaine. Et même si nous espérons que ce n'est pas pour tout de suite, il est très probable qu'une autre pandémie mondiale advienne un jour ou l'autre.

En préparant ce webinaire, j'ai réfléchi, d'un point de vue plus personnel, à ce que j'ai appris de mon travail scientifique et éditorial sur la fécondité et la pandémie, et à ce qui pourrait être intéressant à partager aujourd'hui, notamment en vue des pandémies futures. Je voudrais partager avec vous deux enseignements principaux.

Le premier est qu'il faut s'attendre à une grande hétérogénéité dans les effets des pandémies ou des crises sanitaires sur les sociétés et les processus démographiques, qu'il faut la reconnaître et l'analyser avec soin. Au début de la pandémie de COVID-19, beaucoup d'entre nous, et peut-être surtout les médias, posaient des questions assez simples. Par exemple, combien d'années de vie seraient perdues à cause du virus, ou si les premiers confinements seraient suivis d'un baby-boom ou d'un baby-bust. Cinq ans plus tard, nous avons appris qu'il n'existe pas de réponses simples à ces questions. Au contraire, l'impact de la pandémie sur la fécondité, mais aussi sur la santé et la mortalité, a été extrêmement hétérogène.

Il en sera probablement de même pour les pandémies à venir. Leurs modes de transmission, les groupes affectés et leurs impacts démographiques seront probablement différents de ceux de la pandémie de COVID-19, et il sera essentiel d'identifier ces effets hétérogènes dès le départ, encore plus que nous ne l'avons fait lors de la pandémie de COVID-19.

Par exemple, en ce qui concerne la fécondité, nous avons appris que la réponse à la pandémie a varié considérablement selon les sociétés. Comme le montrent les données, les variations du nombre de naissances pendant la pandémie par rapport aux années précédentes diffèrent fortement d'un pays à l'autre.

Nous avons également appris que la réponse à la pandémie sur le plan de la fécondité a évolué dans le temps, parfois même d'un mois à l'autre. Ce que l'on observe, c'est que le nombre de naissances a varié de manière importante par rapport aux niveaux attendus dans différentes régions européennes entre novembre 2020 et janvier 2022, sur des périodes de trois à quatre mois.

Ce type d'analyse fine dans le temps n'a été possible que grâce à de nouveaux efforts de collecte de données qui ont débuté pendant la pandémie de COVID-19.

La réponse sur le plan de la fécondité a également varié selon l'âge des individus, leurs caractéristiques sociales, telles que le niveau d'éducation ou l'origine ethnique, ainsi que selon le rang de naissance de l'enfant. Et là encore, ces variations diffèrent selon les sociétés. Par exemple, les légers baby-booms observés en 2020 et 2021 dans certains pays européens étaient souvent liés à une augmentation des deuxièmes, troisièmes ou quatrièmes naissances au sein des familles. Aux États-Unis, en revanche, le petit baby-

boom observé en 2021 était principalement lié à une augmentation des premières naissances.

Il y a eu également des différences infranationales importantes, en particulier en matière de santé. Par exemple, le nombre d'années de vie perdues en raison de la pandémie a varié fortement entre les régions au sein des pays européens en 2020 et 2021. Enfin, nous avons essayé de comprendre non seulement quels changements démographiques se sont produits, mais aussi pourquoi. Cependant, pendant la pandémie, de nombreux phénomènes se sont produits simultanément. Le virus s'est propagé, des mesures de distanciation sociale ont été mises en place, d'autres politiques ont été adoptées, les campagnes de vaccination ont été déployées, et tout cela a varié considérablement selon les pays et les régions. Dans le même temps, une récession mondiale était en cours.

Bien qu'il existe de nombreuses études cherchant à isoler les facteurs à l'origine des effets démographiques, et que certaines soient d'une grande qualité, nous devons peut-être envisager qu'il soit impossible de déterminer précisément les causes en raison de la complexité de la situation, qui devient de plus en plus difficile à démêler, mais aussi en raison du manque de données précises. Par exemple, nous manquons de données détaillées sur des variables mesurées à des niveaux infranationaux ou mensuels, ainsi que d'échantillons suffisamment importants pour analyser tous les sous-groupes qui sont affectés de manières différentes. Mais ne terminons pas sur une note pessimiste.

Le deuxième enseignement que j'ai tiré de la pandémie, et qui sera utile à l'avenir, est l'importance de créer des liens, en démographie et au-delà, entre différents domaines.

Par exemple, il serait utile d'élargir les concepts que nous étudions. Au lieu de se concentrer uniquement sur les effets du virus sur la santé physique, il pourrait être bénéfique d'adopter une approche plus globale de la santé, incluant la santé mentale et la prévention, et de les intégrer dès le départ, et non après la pandémie.

Au lieu de se limiter aux taux de natalité, nous pouvons tirer profit de l'étude de l'ensemble du processus reproductif, y compris les conceptions, les grossesses et les naissances.

Deuxièmement, pour pouvoir faire cela, nous avons besoin de meilleures données. Par exemple, des données intégrant différentes sources, telles que les données de santé et les registres de naissance, ou des données plus détaillées, à l'échelle mensuelle ou infranationale. Nous pourrions également bénéficier d'une harmonisation des mesures entre les pays.

Troisièmement, nous avons besoin de davantage de théories et de travaux interdisciplinaires, en particulier face aux crises actuelles. Par exemple, même si nous

avons bien documenté les évolutions des taux de natalité après la pandémie, nous avons encore du mal à comprendre pourquoi elles se sont produites.

Quatrièmement, nous pourrions bénéficier d'une approche plus intégrée des processus démographiques, en étudiant plus souvent ensemble la fécondité, la santé, la mortalité et les migrations, plutôt que séparément. Par exemple, les flux migratoires vers les États-Unis se sont arrêtés en 2020 en raison de la fermeture des frontières, ce qui a probablement contribué à la baisse des naissances observée, mais ce lien est resté longtemps peu clair, car la fécondité a été étudiée isolément.

De même, il serait utile de prêter davantage attention aux crises multiples et à leurs interactions avec les dynamiques de population. Par exemple, le réchauffement climatique n'affecte pas seulement directement les populations, mais il favorise également la propagation de maladies via des vecteurs comme les moustiques, ce qui peut contribuer à de futures pandémies.

Enfin, et c'est un point essentiel, nous devons améliorer les liens entre chercheurs à l'échelle mondiale, notamment entre le Nord et le Sud. Une grande partie des données et des recherches sur le COVID-19 proviennent de pays disposant de systèmes de recherche bien établis, ce qui crée des déséquilibres importants dans nos connaissances à l'échelle mondiale.

Nous en savons beaucoup plus sur l'Europe et le Nord global que sur le Sud global. Renforcer les collaborations internationales serait bénéfique pour mieux se préparer aux futures pandémies.

Merci beaucoup.

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci Natalie. Par-delà les crises liées à l'environnement, aux conflits et aux épidémies, les instabilités économiques et politiques agissent à travers les attentes, les institutions et les inégalités.

Cassio Turra est professeur de démographie au Cedeplar, à l'Université fédérale du Minas Gerais, au Brésil. Ses recherches portent sur les chocs économiques et politiques et leurs conséquences démographiques.

Cassio Turra

Merci beaucoup. Merci à l'UIESP pour l'organisation de ce webinaire. C'est un plaisir de retrouver mes collègues après le très bon moment que nous avons partagé en Australie lors du Congrès de l'UIESP.

Mon point de vue est que les crises économiques et politiques traversent toutes les autres crises dont nous avons parlé, y compris les chocs climatiques, les guerres et les épidémies, et qu'elles influencent à la fois leurs origines et leurs conséquences.

Plutôt que de proposer une théorie unique, je voudrais présenter quatre angles d'analyse, quatre questions qui devraient accompagner toute étude des chocs et du changement démographique.

Le premier concerne la dimension temporelle et pose la question de savoir si nous sommes face à un effet de période – une perturbation de court terme – ou à une cicatrice qui va marquer les cohortes et les trajectoires de vie sur le long terme. Par exemple, un report des naissances pendant une récession peut être compensé par la suite, mais une exposition précoce à des privations ne l'est généralement pas, comme l'a montré la littérature scientifique.

Distinguer entre effets de tempo (calendrier) et effets de quantum (niveau) n'est pas seulement une question méthodologique, c'est ce qui détermine si un choc laisse une empreinte durable sur la démographie.

Le deuxième angle concerne l'échelle. Les agrégats nationaux masquent presque toujours d'importantes hétérogénéités infranationales. Un bon exemple est l'expérience du Brésil. Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, le Brésil a connu une transition démographique remarquablement fluide au niveau agrégé. La fécondité a diminué, la mortalité a baissé, même si le pays traversait une dictature militaire, une hyperinflation et des crises répétées. L'hétérogénéité existait, mais elle était absorbée et dissimulée par l'agrégation, concentrée dans certaines micro-régions, certaines cohortes et certains groupes sociaux.

Le troisième angle concerne la stratification. Les crises creusent les écarts. Elles ne se contentent pas de faire baisser les moyennes. Les inégalités préexistantes en termes de revenus, de race, d'éducation et de région déterminent qui subit les conséquences les plus profondes et les plus durables des crises économiques et politiques.

Le quatrième angle est celui de l'endogénéité. Les dynamiques démographiques peuvent également influencer les phénomènes économiques. La démographie n'est pas un simple récepteur passif des chocs. Par exemple, le vieillissement de la population exerce une pression sur les systèmes de retraite. Des cohortes de jeunes nombreuses peuvent déstabiliser les marchés du travail. Nous ne pouvons pas considérer la démographie uniquement comme une conséquence des chocs.

Ces quatre angles nous amènent au mécanisme. Le mécanisme qui relie ces angles est, selon moi, les institutions.

Les États dotés de systèmes de protection sociale solides, avec par exemple des systèmes d'assurance chômage efficaces, des systèmes de santé publique et des transferts de revenus, peuvent empêcher qu'un choc économique ne devienne un choc démographique. Une même récession peut entraîner une baisse de la fécondité et une surmortalité dans un pays, tout en ayant peu d'effets dans un autre, selon la réponse institutionnelle.

Mais l'inverse est également vrai. Les politiques d'austérité peuvent aggraver et prolonger les pertes démographiques. Par exemple, en Grèce, entre 2010 et 2015, on a observé environ 40 000 naissances de moins que prévu, ainsi qu'une augmentation de la mortalité infantile et une détérioration des indicateurs de santé mentale. Ce n'était pas seulement la récession, mais aussi la réponse politique à cette récession.

Ces réponses politiques ne sont pas neutres. Les politiques démographiques reflètent des valeurs concernant le genre, la famille et l'appartenance nationale. Les mesures incitatives en faveur de la natalité, les stérilisations forcées ou les politiques migratoires restrictives traduisent des jugements normatifs quant à l'importance accordée à l'avenir démographique de certaines populations. En tant que démographes, nous devons en être conscients.

Une fois ces angles d'analyse et ce cadre institutionnel posés, nous pouvons examiner la manière dont les chocs affectent les trois grandes composantes démographiques.

En ce qui concerne la fécondité, les récessions entraînent généralement un report des naissances. Mais le mécanisme clé n'est pas seulement la perte de revenu, c'est l'incertitude. Lorsque les individus ne peuvent pas se projeter dans un avenir économique stable, ils retardent la formation familiale. Des institutions solides permettent de réduire cette incertitude.

Pour la mortalité, la situation est plus complexe à court terme. Les petites récessions peuvent entraîner une baisse temporaire de certains types de mortalité, par exemple les accidents de la route. Mais les crises prolongées et les politiques d'austérité conduisent à une détérioration de la santé mentale, à une augmentation des « morts de désespoir », à un affaiblissement des systèmes de santé et à un élargissement des écarts d'espérance de vie.

Pour les migrations, les crises modifient les stratégies des individus face au risque. En l'absence de filets de sécurité formels, la migration peut devenir une stratégie d'assurance. Mais des crises sévères peuvent également piéger les individus, conduisant à une immobilité contrainte. L'instabilité politique peut aussi provoquer une fuite des cerveaux, affaiblissant encore la capacité institutionnelle à répondre aux crises.

Je terminerai par une réflexion sur notre rôle en tant que démographes. Nous disposons d'outils essentiels pour analyser ces phénomènes : estimation de la mortalité et de la fécondité, méthodes indirectes, reconstruction de données dans des contextes où les statistiques démographiques sont insuffisantes ou tardives, analyse des tendances structurelles à long terme, et capacité à analyser les disparités infranationales.

Mais nous ne pouvons pas expliquer les crises seuls. Les économistes modélisent les incitations, les sociologues analysent les inégalités, les politistes étudient la gouvernance, les anthropologues et les psychologues s'intéressent aux comportements et aux significations. Ce ne sont pas des disciplines concurrentes, mais des partenaires indispensables.

Les crises ne respectent pas les frontières disciplinaires, et nous ne devrions pas non plus les respecter.

Merci beaucoup.

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci Cassio d'avoir souligné les différents prismes analytiques que les démographes doivent utiliser pour traiter des crises. À travers tous ces domaines, une question commune se pose : comment les populations s'adaptent-elles, et dans quelles conditions ?

Notre dernier intervenant est Arnstein Aassve, professeur de démographie à l'Université Bocconi en Italie. Ses travaux portent sur la conceptualisation de la résilience démographique et de l'adaptation institutionnelle.

Arnstein Aassve

Merci beaucoup, et merci Jalal pour l'organisation de ce webinaire, ainsi qu'à mes collègues pour la qualité de leurs recherches et de leurs présentations.

Je vais parler du concept de résilience et de ce qu'il signifie pour les populations. Tout d'abord, il est important de rappeler que le concept de résilience s'est largement diffusé avec la pandémie de COVID-19. Il est donc naturellement associé à la notion de choc et d'événements inattendus.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, la pandémie de COVID a constitué un choc majeur, mais suivis d'autres chocs, les uns après les autres. Nous sommes désormais dans un contexte que l'on peut qualifier de polycrise. Il semble que nous soyons entrés dans une période où les crises sont plus fréquentes, plus diverses, et où certaines régions du monde sont confrontées à plusieurs crises simultanément.

Cela étant dit, il est important de souligner que la résilience ne signifie pas un retour à la situation initiale. Pendant la pandémie de COVID, le discours dominant était celui du retour à la normale le plus rapidement possible. Mais la résilience ne consiste pas à « rebondir » pour revenir à l'état antérieur. Elle consiste à s'adapter, à changer, à se réorganiser pour maintenir un certain ensemble de valeurs.

Il est également important de comprendre que la résilience n'est pas nécessairement positive en soi. Une société peut être résiliente tout en étant très inégalitaire. Une autre peut être résiliente avec moins d'inégalités. Il est donc essentiel de réfléchir aux objectifs et aux valeurs associés à la résilience.

Enfin, la résilience n'est pas la même chose que la robustesse. Elle concerne la capacité à faire face à des événements véritablement imprévus. Personne n'aurait pu prévoir la pandémie de COVID au moment où elle s'est produite.

Certaines observations empiriques permettent d'identifier les facteurs qui favorisent la résilience. Parmi ceux-ci, on retrouve de manière récurrente l'éducation, le capital humain, la santé, ainsi que les communautés, les quartiers et les réseaux sociaux. Ces éléments contribuent à la capacité des individus à faire face à des événements défavorables ou à des chocs. Avec un niveau d'éducation plus élevé, il est plus facile de surmonter les épreuves. La santé est importante, et bien sûr, la réponse politique concerne l'offre de soins de santé publique proposée. Quant à la communauté et au voisinage, ce qui importe, c'est dans quelle mesure vous pouvez compter sur vos amis et les personnes qui vous entourent pour vous aider à surmonter ces événements défavorables.

Sur la partie droite de la diapositive, vous voyez les caractéristiques des institutions résilientes. La première est l'efficacité du secteur public. La deuxième concerne la capacité et la volonté des institutions d'apprendre. Si un événement survient et qu'il a des répercussions négatives, comment pouvez-vous alors vous adapter et en tirer des enseignements afin d'être mieux préparés si cela se reproduit ? Vient ensuite la mesure de la disposition à se transformer : votre volonté de changer concrètement lorsque les circonstances évoluent de manière significative. La diversité des réponses fait référence au fait qu'il faut disposer de plus d'un levier politique pour surmonter le choc. Et le dernier élément, dont je vais parler longuement, concerne les cycles politiques.

Mais avant d'approfondir ce sujet, je voudrais souligner un fait très important, à savoir que la réponse individuelle, la résilience individuelle mesurée dans n'importe quel type d'enquête, est fortement corrélée à n'importe quelle mesure macroéconomique que l'on puisse imaginer pour caractériser la résilience des institutions. On peut observer des cercles vertueux où les individus deviennent plus résilients. Et puisque les institutions sont composées d'individus, elles deviennent elles aussi résilientes, ce qui renvoie à la

présentation de Cassio et à l'importance des mécanismes de rétroaction. Lorsque l'on cherche à devenir plus résilient, il faut également réfléchir à ces mécanismes de rétroaction. Qu'est-ce qui rend les sociétés plus vertueuses ? En me référant une nouvelle fois à la présentation de Cassio, j'aimerais prendre un peu de recul et réfléchir un instant au rôle des États-providence.

Cassio a fait valoir que des États-providence généreux et solides aident les sociétés à devenir plus résilientes. Cela aide également les individus à développer leur résilience. Mais je pense que nous devrions également réfléchir au fait que l'État-providence se présente sous différentes formes et de différentes manières. Si l'on prend l'exemple des pays occidentaux, la démographie a été en soi un moteur majeur de l'État-providence tel que nous le connaissons aujourd'hui. Nous avons des taux de fécondité élevés, une population jeune importante, et nous avons pu mettre en place un État-providence avec des systèmes de retraite par répartition, des services de santé publics, etc. Nous arrivons aujourd'hui, en raison d'une fécondité durablement faible et d'une espérance de vie accrue, à une situation où ces systèmes de protection sociale ne sont plus viables, ou du moins vont connaître des difficultés dans un avenir proche. Et je vais vous donner un exemple ici.

Voici le graphique (voir diapositive 16) qui présente une simulation de la viabilité du système de retraite italien. Si l'on se base sur la ligne indiquant 1,0, alors le système est viable, n'est-ce pas ? Les cotisations sont aussi proches que possible des prestations versées aux retraités. Et si l'on prend l'exemple de l'Italie, on constate déjà que ce n'est pas viable, n'est-ce pas ? Car nous sommes au-dessus de la ligne 1,0. Et même si l'on envisageait quelques leviers politiques, la ligne rouge représente ce qu'il adviendra de la viabilité du système de retraite italien si l'on maintient les mêmes taux de fécondité qu'aujourd'hui. La ligne bleue correspond à l'application du taux de fécondité français. Vous pouvez donc voir l'impact que cela aurait sur le système de retraite italien. Évidemment, cela n'aura pas d'effet immédiat. N'est-ce pas ? Car si, par magie, vous augmentiez le taux de fécondité, il faudrait environ 25 ans avant que ces enfants ne deviennent des travailleurs productifs, même si, à long terme, cela pourrait tout de même avoir de l'importance.

Quand on examine la situation actuelle, il me semble que l'un des points essentiels à considérer est le suivant : dans de nombreux pays, les jeunes deviennent minoritaires en raison de la faiblesse persistante des taux de fécondité. Plusieurs leviers politiques peuvent être envisagés. Il ne s'agit pas uniquement de facteurs démographiques, comme l'augmentation des taux de fécondité. Le fait est que nous constatons aujourd'hui une diminution de la proportion de jeunes instruits intégrant nos sociétés.

Ainsi, un faible capital humain, conjugué à une jeunesse réduite, pourrait constituer une combinaison particulièrement néfaste si l'on considère la pérennité de notre système de protection sociale.

Il y a d'autres éléments à prendre en compte. Comme je l'ai mentionné, la fécondité n'est pas un levier politique viable pour lutter contre le vieillissement à court ou moyen terme, mais elle pourrait avoir une incidence à plus long terme.

En résumé, quel est le message principal à retenir pour améliorer la résilience ? On ne peut pas agir sur un seul facteur. Il faut considérer l'ensemble des leviers politiques disponibles. Cela signifie également que la résilience est nécessairement multidimensionnelle et s'opère à plusieurs niveaux. Ainsi, tant au niveau institutionnel qu'au niveau personnel et individuel, privilégier ou cibler une seule dimension ne sera pas suffisant.

Voici mon dernier point, pour revenir à la notion de cycle politique. J'entends par là que nous sommes confrontés à des défis de long terme : le changement climatique, le vieillissement de la population et des crises géopolitiques persistantes.

Un élément essentiel est que, pour gérer une crise ou des défis de longue durée, il est indispensable de les soustraire au cycle électoral. Réfléchissez-y : un homme politique soucieux de sa réélection réduirait-il les prestations sociales des personnes âgées ? Certainement pas, puisque ces dernières représentent la majorité de la population. Il est donc primordial de soustraire certaines questions, comme la réforme des retraites, la santé publique, etc., à ces cycles politiques de courte durée (4 ou 5 ans). Autrement, il sera très difficile de relever les défis auxquels nous sommes confrontés actuellement.

Je m'arrête ici. Merci beaucoup.

Discussion:

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci, Arnie, de nous avoir éclairés sur la manière dont les sociétés doivent s'adapter à ces changements majeurs, et sur le rôle des démographes dans ces processus. Passons maintenant à la discussion et réfléchissons aux questions analytiques plus larges qui relient ces différents types de crises.

Je vais commencer par une question pour Natalie Nitsche. Natalie, votre commentaire dans le manuscrit que nous préparons nous a incités à envisager la crise d'un point de vue historique. Si la crise n'est pas exceptionnelle mais récurrente dans l'histoire démographique, qu'y a-t-il de nouveau, d'un point de vue analytique, dans la situation actuelle ?

Natalie Nitsche

Merci d'avoir souligné ce point. Je vais essayer d'être brève. Je ne suis certainement pas une experte en la matière, mais je suis heureuse de partager quelques réflexions. Premièrement, je pense que nous sortons d'une période de stabilité sans doute exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité, après la Seconde Guerre mondiale. L'accumulation de crises que nous observons aujourd'hui n'est peut-être pas un phénomène nouveau. Je n'en sais rien. D'autres chercheurs devraient se pencher sur cette question. Mais ce qui m'importe, c'est moins l'ampleur des crises actuelles ou leur durée que leur nature même. Je crois que les sociétés humaines actuelles sont quelque peu différentes, ou du moins qu'elles émergent dans l'histoire, et il y a matière à analyser ces différences. Les sociétés humaines disposent aujourd'hui d'immenses ressources qui leur permettent à la fois de gérer les crises et d'en atténuer les impacts : vaccins, antibiotiques, etc. D'un autre côté, nous pouvons aussi créer des crises. Nous avons des outils à notre disposition : armes, émissions de CO2, etc., et c'est un point qu'il convient de méditer. Ensuite... nous observons de fortes inégalités sociales, tant entre les sociétés qu'au sein même des sociétés, peut-être plus importantes que jamais dans l'histoire de l'humanité. Je pense que le principal enjeu aujourd'hui est la stratification sociale des impacts des pandémies, ou des crises. C'est certainement un phénomène nouveau, ou du moins que nous devrions approfondir.

Un autre point important est l'interdépendance. Nous sommes tous réunis sur différents continents pour ce webinaire, ce qui aurait été impossible il y a 20 ans. De ce fait, notre perception des crises est beaucoup plus immédiate : vivant simultanément sur plusieurs continents, nous sommes susceptibles d'être plus affectés par de multiples crises qu'auparavant, car nous en sommes plus proches.

Par ailleurs, je pense que l'interdépendance est une réalité et qu'elle influence les crises. Prenons l'exemple de la COVID-19 et des conséquences épidémiologiques du trafic aérien mondial qui a propagé le virus sur tous les continents en quelques semaines. Cela ne fait qu'amplifier les crises. Et là encore, tout est lié aux ressources technologiques dont nous disposons, mais aussi à l'interdépendance économique de toutes les sociétés et à son impact sur les populations ; c'est un aspect crucial à prendre en compte.

Enfin, pour conclure, j'entrevois – mais je peux me tromper – qu'il pourrait y avoir une mondialisation de certains défis démographiques auxquels nous sommes confrontés. Par exemple, ce qu'Arnie (Arnstein Aassve) évoquait justement au sujet du vieillissement de la population et de la diminution du nombre de jeunes. C'est un problème nouveau : l'angoisse liée au nombre de naissances. Nous sortons d'une ère d'une ère marquée par un trop-plein de naissances et nous en avons maintenant trop peu. Que se passe-t-il ? Ce

phénomène affecte les sociétés de presque tous les continents, qui constatent ce problème, réel ou perçu, à l'exception de l'Afrique subsaharienne. C'est là, je crois, un moment inédit dans notre histoire.

Peut-être est-ce dû aussi à notre interdépendance ? Je ne sais pas. Mais je pense que nous devons envisager les crises modernes sous un nouvel angle. Merci, Jalal.

Jalal Abbasi-Shavazi

Je vais maintenant donner la parole à Roman [Hoffmann]. Vous avez mentionné que le changement climatique est souvent décrit comme une crise à évolution lente. Comment la démographie doit-elle s'adapter lorsque le choc est progressif mais cumulatif plutôt que soudain ? Et de quels outils démographiques avons-nous besoin pour relier en temps réel les changements environnementaux à la mobilité et aux inégalités ?

Roman Hoffmann

Merci, Jalal. Le changement climatique est en effet une crise qui se développe lentement et qui fait peser des menaces progressives sur les populations, mais aussi des menaces soudaines comme les catastrophes naturelles, par exemple les vagues de chaleur. Ces événements, qu'ils soient progressifs ou soudains, peuvent impacter les populations et les processus démographiques.

Et pour nous, démographes, il est important de considérer les deux. J'ai l'impression que la recherche se concentre souvent davantage sur les conséquences à court terme des stress climatiques que sur celles à long terme. Je pense que cela peut s'appliquer à bon nombre des crises que nous examinons ici. Il est donc nécessaire que la démographie prenne également en compte les perspectives à long terme. Il est également important de prendre en compte le contexte, comme je l'ai souligné dans ma présentation, qui module l'impact des événements, qu'ils soient progressifs ou soudains, sur les moyens de subsistance et les populations. Dans une perspective à long terme, il est essentiel, pour nous, démographes et spécialistes des populations, d'adopter une vision prospective et de nous interroger sur l'avenir. Nous savons, notamment concernant le changement climatique, que le pire est encore à venir. Il est donc crucial de développer des méthodes et des approches permettant de comprendre comment ces impacts futurs affecteront potentiellement les populations. Les méthodes de projection et les scénarios constituent ici, bien entendu, l'outil de prédilection des démographes.

Pour répondre à votre question sur la manière dont de nouvelles approches peuvent nous aider à mieux comprendre ces processus, je voudrais simplement réitérer un point soulevé précédemment par Cassio. Je pense qu'il est vraiment important de dépasser les frontières disciplinaires et d'essayer de nouer des liens avec des chercheurs de différents domaines

pour comprendre, d'une part, comment les changements démographiques s'entrecroisent avec les changements climatiques, mais aussi avec d'autres crises, et comment ces éléments combinés créent les défis de l'avenir, mais aussi pour identifier des solutions qui peuvent nous aider à résoudre certains des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, ainsi que dans le futur.

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci, Roman. Je passe maintenant la parole à Orsola Torrisi. Vous avez mentionné que les conflits modifient non seulement les taux de mortalité, mais aussi la prévisibilité de la vie elle-même et des dynamiques familiales. Comment l'incertitude quant à la durée de vie remodèle-t-elle les comportements démographiques au-delà de la surmortalité immédiate ? Et quels sont les principaux angles morts dans la mesure des changements démographiques liés aux conflits ? Pourriez-vous répondre brièvement à cette question ?

Orsola Torrisi

Merci pour cette question. Je pense qu'elle rejoint certaines questions posées par les participants dans les Q&R. Lorsque nous pensons aux effets des conflits, nous pensons bien sûr à ce choc de mortalité important, mais certaines de nos recherches ont montré que les inégalités d'espérance de vie s'accroissent. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie essentiellement que le moment de la mort devient incertain, surtout lorsqu'elle survient fréquemment à un jeune âge, voire prématurément ; les repères temporels des individus se modifient. Ainsi, si l'on ignore si l'on sera encore en vie dans 10 mois ou dans 2 ans, privilégier le présent devient un choix rationnel. Nous savons que, parfois, dans des contextes de conflit ou, plus largement, de violence, les investissements qui ne portent leurs fruits qu'à long terme et qui sont liés à de nombreux autres indicateurs démographiques, comme l'éducation, l'épargne ou les soins préventifs, sont souvent relégués au second plan par l'individu lui-même. Il ne faut pas considérer cela comme un comportement irrationnel, mais plutôt comme une adaptation à l'incertitude. Cela a, bien sûr, des répercussions sur de nombreux autres aspects sociaux qui nous intéressent, et nous le constatons de manière très concrète. Par exemple, les jeunes vivant dans des contextes de violence peuvent adopter des comportements qui réduisent considérablement leur risque immédiat de victimisation, mais les conséquences à long terme ont un impact sur leur scolarité. De même, nous savons que, dans des contextes très violents, les femmes enceintes ne consultent pas forcément pour des soins prénatals par crainte d'être victimes de violence. Cela a des répercussions sur la santé maternelle et infantile, et donc des effets intergénérationnels. Le mariage précoce en est un autre exemple. Il peut répondre à un besoin économique et familial de protection immédiat, mais il a des conséquences importantes. Lorsque nous réfléchissons à ces conséquences

directes et à la manière dont les individus prennent leurs décisions en période d'incertitude, nous devons considérer toutes ces autres dimensions.

Votre deuxième question, concernant les angles morts, est très vaste. Tout d'abord, je tiens à préciser qu'un principe épistémologique fondamental dans la recherche sur les conflits armés et leurs conséquences démographiques est que les chiffres ne mesurent pas objectivement les phénomènes sociaux. Ils sont socialement et politiquement construits. Ils sont coproduits par des processus méthodologiques politiques, institutionnels et politiques, notamment dans le contexte des conflits armés. Les gouvernements peuvent sous-estimer, manipuler ou restreindre l'accès à l'information, tandis que les organisations humanitaires et de recherche peuvent être confrontées à d'importantes limitations quant aux données qu'elles peuvent collecter et diffuser. Ainsi, je pense que le principal angle mort est que nous devons considérer les données que nous utilisons comme étant politiquement et socialement construites. Et puis, il y a beaucoup d'autres angles morts importants, mais nous pourrions en discuter plus tard.

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci. Je vais maintenant m'adresser à Cassio Turra et lui poser une seule question. Cassio, comment les démographes doivent-ils considérer les attentes, la peur et la confiance dans les institutions comme des facteurs démographiques ?

Cassio Turra

Merci beaucoup, Jalal, pour votre question. Il est essentiel de considérer les attentes et les institutions à la fois comme causes des chocs démographiques et comme facteurs potentiels d'atténuation de ces chocs. C'est pourquoi j'insiste sur les institutions dans ma présentation.

Ce sont les institutions – et j'entends ici non seulement les gouvernements, mais aussi la société dans son ensemble : les marchés privés, les entreprises, les familles, les amis, la communauté – qui permettent, selon le degré de mobilisation de la société, d'améliorer les attentes et de réduire les craintes.

En temps de crise, nous pouvons limiter l'impact d'un choc à un effet de période, afin qu'il ne laisse pas de séquelles sur une génération. C'est fondamental. La mobilisation à court terme permet d'atténuer les effets de période sur les parcours de vie. Il en va de même pour les événements typiques affectant une cohorte. Par exemple, des conditions de vie défavorables durant l'enfance ont des effets typiques sur une cohorte. Ce ne sont pas des effets à court terme, mais des problèmes structurels. Là encore, c'est grâce aux institutions que nous pouvons atténuer ces séquelles. Par exemple, grâce aux systèmes d'éducation et de santé publiques, mais aussi en aidant les personnes issues de milieux défavorisés à

traverser les différentes étapes de la vie, en facilitant leur transition et en leur permettant de rivaliser avec celles qui ont eu plus de moyens ou sont nées dans de meilleures conditions. La société est la réponse à votre question. Comment organiser la société pour réduire la peur et améliorer la qualité de vie de tous ?

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci. Ma dernière question s'adresse à Arnie (Arnstein Aassve). La résilience, comme nous le savons, est un concept souvent évoqué. Qu'est-ce qui distingue analytiquement la résilience démographique de la résilience générale ? Pourriez-vous répondre brièvement ?

Arnstein Aassve

Je vais essayer. Je vais tenter d'être bref. La résilience se manifeste de multiples façons. Prenons l'exemple de la crise financière de 2008. Les institutions ont été renforcées. Des mesures de protection ont été mises en place [pour éviter de futures crises] : contrôles de liquidité sur la performance des banques, etc. Il s'agit là d'une forme particulière de résilience. On peut également se référer à la psychologie, où l'accent est mis sur l'individu. Mais je pense qu'en démographie, ce qui importe ici, c'est la relation à plusieurs niveaux entre les individus, leur bien-être et leur vie, et la manière dont elle interagit avec la mesure de la résilience au niveau institutionnel. Et je voudrais ajouter, en reprenant les propos de Roman, ces perspectives à long terme qui, à mon avis, donnent toute sa spécificité au concept de résilience en démographie.

Jalal Abbasi-Shavazi

Merci à tous. Nous donnons maintenant la parole à notre public. Nico van Nimwegen va nous guider à travers les questions posées dans le Q&R.

Nico van Nimwegen

Merci, Jalal. Nous avons beaucoup entendu les points de vue de nos intervenants, mais il est maintenant temps de donner la parole au public. Pour la session de questions-réponses de nombreuses questions ont été posées dans le Q&R. Nous commencerons par les plus importantes. Nous avons décidé que les réponses seraient données oralement afin de permettre à tous d'entendre les réponses des intervenants.

La première question qui est apparue dès l'inscription est : « *Comment prendre en compte les impacts des crises et des chocs sur les projections démographiques ?* »

Cette question recoupe quelque peu celle posée par Rolando Gonzalez-Martinez :

« *Quels modèles ou ensembles de données existent qui prennent explicitement en compte les impacts, par exemple, de multiples perturbations liées au changement climatique ?* » Cette question est pour Cassio ou Roman, et je suis sûr que le concept de « scénarios » sera abordé dans cette discussion.

La deuxième question aussi est importante : « *Quelle est la place des migrations internationales dans le débat sur la résilience ?* » Et celle-là sera pour Arnie.

Puis nous avons une question de Jan van Bavel pour Orsola : « *Est-il pertinent de calculer un indicateur comme l'espérance de vie à la naissance en temps de guerre ? Ou est-ce une question éthique que nous devrions nous poser ?* » Jan se demande peut-être si un tel indicateur ne cache pas plus qu'il ne révèle.

Une autre question sera pour Natalie : « *Quels outils spécifiques pouvons-nous utiliser pour relier les différents types de crises ? On parle beaucoup de crises interconnectées, mais quels outils permettent de les relier ?* » Jan van Bavel interroge également Natalie : « *Quels sont les impacts à court et à long terme des coupes budgétaires de USAID sur le programme de recherche que vous proposez ?* » Par exemple, une collecte de données mondiale plus concertée et interconnectée. « *Quels sont les impacts de ces coupes budgétaires ? Et quelles sont les options réalistes pour trouver des sources de financement alternatives ?* » C'est une question pertinente compte tenu du contexte actuel.

Et une autre question pour Arnie. J'entends sans cesse des démographes réclamer une hausse de la fécondité pour sauver l'État-providence. La question est : « *Ne devrions-nous pas, en tant que démographes, souligner que les solutions ne viendront pas de la démographie, mais plutôt d'une refonte fondamentale de notre système de protection sociale pour l'adapter aux nouvelles réalités démographiques ?* »

Pour Roman : « *Comment mesurez-vous la fréquence des conflits ? Car sur les graphiques que vous présentez, plusieurs pays reconnus internationalement comme touchés par des conflits semblent afficher comparativement moins de zones de conflit* ».

Et pour Cassio, concernant les boucles de rétroaction entre démographie et politiques publiques : « *Comment des pays à revenu intermédiaire comme le Brésil peuvent-ils renforcer leur résilience démographique alors que le vieillissement de la population met déjà à rude épreuve les réserves budgétaires destinées aux retraites et aux soins de santé, pourtant indispensables pour atténuer les crises futures ?* »

Voici quelques questions. Je pense que chaque intervenant devrait en aborder une ou deux, mais en étant très bref. Nous avons environ 15 minutes. La parole est à vous, et peut-être Arnie, commençons-nous avec vous.

Arnstein Aassve : Merci. Je vais essayer d'être bref, même si la question de l'État-providence est cruciale. Vous avez tout à fait raison. Comme je viens de le montrer avec ce modèle à base d'agents, augmenter les taux de fécondité ne résoudra pas le problème tel que nous l'envisageons habituellement. Je pense qu'une question essentielle à laquelle nous devons répondre maintenant est : à quoi ressemblera l'État-providence dans un avenir proche ? Disons dans 10 ou 20 ans, selon les mesures que nous prendrons, ou non. En fait, la suspicion est que nous nous dirigeons vers une augmentation des inégalités, si l'on prend l'exemple de la viabilité du système de retraite public en Italie.

Ce qui va probablement se produire, c'est que ceux qui disposent de ressources importantes vont comprendre que ce système public ne sera pas maintenu. Ils vont se tourner vers le secteur privé. Et nous pourrions nous retrouver face à une forte bifurcation concernant les prestations des services publics, vers le privé plutôt que le public. La résilience est une chose. C'est évidemment primordial, mais il faut aussi définir clairement le type de société que l'on souhaite pour les 10 à 20 prochaines années. Souhaitons-nous davantage d'inégalités ? Sommes-nous prêts à l'accepter ? Sinon, quels leviers politiques faut-il envisager ?

Orsola Torrisi : Merci pour cette question très pertinente. Je pense que l'espérance de vie, en tant qu'indicateur, est à la fois adéquate et insuffisante. L'espérance de vie à la naissance, comme nous le savons, est généralement une mesure synthétique. De ce fait, elle repose sur l'hypothèse d'un régime de mortalité stable. Or, nous savons que ce type d'hypothèse est totalement invalide en temps de guerre. Des pics de mortalité peuvent survenir. Une augmentation soudaine de la mortalité peut survenir et entraîner une chute brutale de l'espérance de vie, même si la situation évolue l'année suivante. Une interprétation simpliste de ce phénomène peut induire en erreur les individus et le grand public, car aucune génération n'est censée vivre avec de tels taux de mortalité extrêmes toute sa vie.

Cependant, je pense que, précisément parce qu'il s'agit d'un indicateur synthétique, l'espérance de vie peut s'avérer très pertinente en temps de guerre et de violence. Faute de données suffisantes la plupart du temps, elle traduit des schémas de mortalité complexes, spécifiques à chaque âge, en une mesure unique et compréhensible à l'échelle mondiale. En période de crise, cela peut contribuer à attirer l'attention internationale. Un déclin sur cinq ou dix ans communique avec force l'ampleur des chocs de mortalité, peut-être plus efficacement que de simples statistiques générales.

La question éthique qui se pose ici n'est pas tant de savoir s'il faut calculer l'espérance de vie en temps de guerre ou de forte violence, mais plutôt comment, en tant que démographes, nous présentons et interprétons ces indicateurs. J'estime donc que les

démographes ont la responsabilité de faire comprendre la gravité de la violence, tout en expliquant clairement les hypothèses qui sous-tendent les mesures utilisées. Nous devons faire preuve de transparence quant à nos mesures et indiquer clairement ce que nous mesurons et le type d'indicateur que nous fournissons au grand public.

Ensuite, bien sûr, en ce qui concerne les publications scientifiques, il existe certainement de meilleurs indicateurs, des indicateurs plus pertinents, qui rendent compte de la gravité de la situation et des groupes particulièrement touchés. Par exemple, les taux de mortalité maternelle en contexte de conflit armé sont bien plus révélateurs des conséquences indirectes de la guerre. Mais je pense que l'enjeu est de pouvoir transmettre ces messages rapidement, tout en expliquant ce que représentent réellement les indicateurs dont nous parlons dans les discours généraux.

Nico van Nimwegen : Merci, Orsola. Natalie, c'est à vous, en essayant d'être brève.

Nathalie Nitsche : Sur la question des outils permettant de relier les crises. Je pense que nous pouvons commencer par le concept. Si nous disposions d'un document conceptuel qui permettrait de rendre les choses plus transparentes et de conceptualiser à la fois l'origine des sociétés actuelles en termes d'efficacité passée, mais aussi l'impact sur les sociétés d'aujourd'hui et leur évolution future, cela serait extrêmement utile. Par exemple, nous avons tendance à considérer la fécondité comme très variable, même si certaines sociétés sortent de décennies de crises multiples, comme en Afrique subsaharienne. Il est peut-être nécessaire de revoir cette approche. Deuxièmement, il existe peut-être une base de données, au niveau national ou régional infranational, année par année, recensant les crises survenues dans différentes régions ou pays, selon divers critères géographiques ou politiques. Je pense qu'il y a énormément de données. Il suffit de les trouver ou de les créer. Un tel outil serait très utile. Ensuite, la question du financement de la collecte de données. Je sais que j'ai présenté une vision générale, une sorte de liste de souhaits irréaliste, mais peut-être pas tant que ça. USAID n'est pas le seul organisme à financer la collecte de données dans le monde. Il existe de nombreuses sources de données administratives. Les pays scandinaves montrent l'exemple. Ils nous prouvent que c'est possible. Nous disposons tous des données nécessaires dans nos pays. Il faudrait peut-être que les démographes s'impliquent davantage auprès des gouvernements et les incitent à développer ces bases de données de manière plus efficace, car ils ne savent pas comment faire, contrairement à nous. Le plaidoyer pourrait être beaucoup plus important dans le domaine de la démographie. Des financements importants existent. Nous en disposons dans nos comptes de recherche. Les institutions en disposent. La question est de savoir comment prioriser les dépenses. Nous pourrions rédiger des demandes de subvention proposant des collectes de données massives.

Nico van Nimwegen : Merci, et il est toujours bon de garder une liste de souhaits et d'essayer d'obtenir les financements nécessaires. Cassio, puis-je vous poser la question suivante concernant la résilience au Brésil, par exemple ?

Cassio Turra : Vous avez mentionné deux questions, dont une sur les projections démographiques. Juste une petite précision. Je pense que les démographes intègrent les tendances et les chocs passés dans les projections démographiques, car on analyse les tendances et on utilise des données historiques pour faire des projections. Et nous sommes très performants pour analyser les tendances et tout ce qui ressort de ces tendances. Nous pouvons analyser et estimer, par exemple, la surmortalité pendant la pandémie de COVID-19.

Concernant le Brésil, l'Amérique latine, les Caraïbes, certains pays africains, il nous faut penser à de très nombreuses régions du monde. Tout d'abord, parlons de la population... ne nous laissons pas aller à l'idéalisation du vieillissement démographique. C'est un défi. Dans de nombreuses régions du monde, notamment en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique et dans certains pays d'Asie, le vieillissement de la population représente un défi encore plus grand, en raison de la structure de la société et des inégalités. Nous ne résoudrons pas nos problèmes si nous n'intégrons pas pleinement la société. Par intégration, j'entends garantir à chacun une bonne éducation, un travail décent et les mêmes conditions de vie dès le plus jeune âge.

Si nous ne changeons pas cela, nous allons faire face à une crise quasi permanente, à mon avis. L'économie croît très lentement et nous sommes confrontés à des défis et des crises qui se chevauchent.

Nico van Nimwegen : Merci pour votre intervention. J'en reviens à notre dernier intervenant, Roman.

Roman Hoffman : Merci. Je vais essayer d'être bref. Je voudrais d'abord répondre à la question concernant les projections. Il y en avait deux. Bien souvent, les projections font abstraction des perturbations à court terme. Plutôt que d'examiner les tendances à long terme, il est possible d'élaborer des scénarios qui reflètent mieux les événements stressants et leur impact sur l'évolution démographique. Ces scénarios constituent un outil précieux pour illustrer, par exemple auprès des décideurs, comment différents événements perturbateurs peuvent affecter les évolutions à long terme.

Une question portait sur les impacts du changement climatique et leur représentation dans les projections et les exemples. En réalité, très peu de prévisions et de projections prennent explicitement en compte le climat. De plus, les projections démographiques les plus générales et les plus utilisées, y compris celles du Centre Wittgenstein, n'étudient pas

l'impact du changement climatique sur l'évolution démographique, mais plutôt l'inverse. Elles analysent comment la croissance démographique future alimente le changement climatique. Des travaux plus approfondis portent sur les différentes composantes de l'évolution démographique et comportementale, notamment la mortalité.

Il existe donc des projections qui étudient les risques de mortalité futurs dans différents scénarios de changement climatique, ainsi que les migrations. Je serais ravi de vous les transmettre si vous me contactez par email ; je vous les ferai parvenir et vous mettrai en contact avec des collègues.

Concernant la deuxième question, et plus brièvement le conflit : dans notre article où j'ai présenté ce graphique, nous avons analysé les décès dus aux conflits comme un reflet très clair des risques de conflit. Ce n'est évidemment qu'une approche parmi d'autres. Il existe de multiples façons de mesurer un conflit.

Orsola serait bien plus à même de commenter ce point. Je souhaitais simplement souligner l'importance d'examiner différentes manières d'appréhender ces phénomènes et ces crises. J'aimerais également souligner qu'il ne s'agit pas seulement des manifestations concrètes de la crise, mais aussi des perceptions qu'elle suscite.

Nico van Nimwegen : Merci à tous d'avoir répondu si rapidement et si clairement aux questions du public. Je pense que nous devons en rester là, et j'aimerais conclure, si vous me le permettez, en reprenant les propos de Cassio.

Les crises, et je crois qu'il en va de même pour la résilience, ne connaissent pas de frontières disciplinaires. Cela signifie qu'en tant que démographes, nous devons collaborer avec d'autres disciplines. Nous avons beaucoup à apporter en tant que démographes, et les intervenants l'ont démontré aujourd'hui, mais nous devons aussi rester ouverts aux autres disciplines.

Je redonne la parole à Jalal et je vous remercie tous. Merci au public pour vos questions pertinentes et merci aux intervenants et à l'animateur !

Jalal Abbasi-Shavazi : Merci Nico, et merci à tous pour vos questions pertinentes. Pour conclure, je vais brièvement résumer quelques thèmes de notre discussion.

La discussion d'aujourd'hui a clairement démontré que la crise n'est pas un sujet périphérique à la démographie. Elle est profondément ancrée dans le contexte des processus démographiques. Changements climatiques, conflits, pandémies et chocs économiques diffèrent par leur origine, mais convergent dans leurs conséquences démographiques : incertitude accrue, inégalités exacerbées et mise à l'épreuve des capacités institutionnelles.

Nous savons que l'impact des crises dépend fortement du moment de leur survenue dans le parcours de vie, de la stratification sociale et des interactions entre individus et institutions.

Sur le plan méthodologique, cela exige une innovation constante, notamment l'estimation indirecte, la triangulation de données issues de sources hétérogènes, la collaboration interdisciplinaire et une approche prudente dans des contextes politiquement sensibles et où les données sont rares.

Conceptuellement, la résilience ne se réduit pas au rétablissement. Elle englobe l'adaptation et la transformation. Cependant, la résilience n'est pas intrinsèquement progressive. Elle peut aussi reproduire, voire aggraver, les inégalités si les institutions ne sont pas inclusives.

S'orienter vers une démographie des crises et de la résilience ne consiste donc pas à créer un nouveau sous-domaine. Il s'agit de veiller à ce que la recherche démographique reste attentive aux conditions qui structurent la dynamique des populations.

Ces réflexions alimentent un manuscrit en cours de préparation pour publication dans une revue scientifique, et nous avons hâte de développer davantage ces idées dans la publication. Je tiens à remercier nos intervenant·es pour leurs contributions pertinentes. Merci également à Mary Ellen, Paul Monet et au Bureau de l'UIESP pour l'organisation de ce webinaire, à Nico pour l'animation des débats, et à vous tous pour votre participation, des quatre coins du monde.

Nous espérons poursuivre cette discussion lors de prochains événements de l'UIESP. Merci à tous de vous être joints à nous aujourd'hui.